Arrestation d'un activiste connu des droits de l'Homme au Burundi

PANA, 17 mai 2014 Bujumbura, Burundi - Le président de l'Association pour la protection des droits de l'Homme (APRODH), Pierre Claver Mbonimpa, a été conduit vendredi à Mpimba, la prison centrale de Bujumbura, après une nuit passée au commissariat général de la Police judiciaire pour répondre de "fausses informations" faisant état d'entraînements paramilitaires de jeunes Burundais sur le sol de la République démocratique du Congo voisine de fins non encore clairement élucidées, apprend-on de source proche du prévenu.

L'activiste des droits de l'Homme le plus connu au Burundi et à l'extérieur du pays comparait la veille encore quatre fois, entouré de plusieurs avocats et avec "certaines preuves" de ces allégations comme des photos de présumés jeunes Burundais en tenues militaires et policières qui s'entraîneraient au Congo depuis quelques temps avec la complicité des services spéciaux du pays d'origine. Les preuves ne semblent pas avoir convaincu les autorités judiciaires du pays et le vieux défenseur des droits de l'Homme sous différents régimes burundais, a fini par rejoindre la prison pour "faux et usage de faux" et "atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat".